

Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural, 8	
Référence: 50/2020	
31 JAN. 2020	
A traiter par:	
Luxembourg, le 29 janvier 2020	
Copie à:	



Monsieur Fernand ETGEN
Président de la Chambre des Députés
LUXEMBOURG



Monsieur le Président,

Par la présente, nous avons l'honneur de vous informer que, conformément à l'article 83 de notre Règlement interne, nous souhaitons poser la question parlementaire suivante à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :

« Face aux défis du 21e siècle comme la croissance de la population mondiale, le changement climatique et la rareté des surfaces agricoles, les agriculteurs recourent de plus en plus à des technologies nouvelles utilisant des drones, des machines agricoles connectées et des capteurs afin d'optimiser le rendement de leurs cultures et de diminuer l'impact sur la nature. A l'aide des données collectées, notamment sur l'état du sol, la fertilisation devient de plus en plus précise (« precision farming »).

Plusieurs entreprises spécialisées dans l'agriculture proposent aux exploitations des services « clés en main » en incluant à côté de la mise à disposition de ces nouvelles technologies également les semences et les produits phytopharmaceutiques adéquats. Or, à côté du risque de dépendance face à ces entreprises, la question sur la propriété et la protection des données ainsi générées se pose. Voilà pourquoi certains agriculteurs allemands ont pris en main eux-mêmes le stockage de leurs données dans le but de pouvoir les contrôler et les protéger en créant une plateforme de collecte de données neutre et indépendante, (« Bauern-Cloud ») gérée en coopérative avec un accès restrictif.

Dans l'accord de coalition le gouvernement luxembourgeois a soulevé cette problématique en annonçant : « De plus, le « Precision Farming » permet une production plus ciblée grâce au recours à des capteurs et des drones. Il permet également aux agriculteurs de cultiver leurs champs à moindre coût et plus écologiquement. Afin d'éviter de nouvelles dépendances, il sera

9, rue du St. Esprit
B.P. 510
L-2015 Luxembourg

Tel. : 22 41 84 1
Fax : 47 10 07

dp@dp.lu
www.dp.lu

veillé à ce que les exploitants gardent la maîtrise des données générées. »

Voilà pourquoi, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :

- Existe-il un point de contact au sein du ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural se consacrant au sujet du « precision farming » qui peut également conseiller les agriculteurs en la matière, notamment en termes de protection des données ?*
- Monsieur le Ministre peut-il fournir des informations quant à l'utilisation de méthodes du genre « precision farming » au Luxembourg ? Combien d'agriculteurs y ont recours à l'heure actuelle ?*
- Comment sont organisées les exploitations agricoles luxembourgeoises concernant les données collectées ? A qui appartiennent les données collectées à partir de drones, machines agricoles ou capteurs sur les champs luxembourgeois ?*
- Est-ce qu'une plateforme neutre de collecte de données existe au Luxembourg ? Dans la négative, Monsieur le Ministre compte-t-il encourager la création d'une telle plateforme dans le but de soutenir les agriculteurs à garder le contrôle de leurs données ?*
- Est-ce que le sujet de la collecte de données dans le secteur agricole a été abordé lors de formations, séminaires ou campagnes de sensibilisation ? Dans la négative, Monsieur le Ministre envisage-t-il de thématiser davantage ce sujet sensible ?*
- Quelles autres mesures sont prévues par le ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural afin de pouvoir « veiller à ce que les exploitants gardent la maîtrise des données générées » ? »*

Veillez croire, Monsieur le Président, en l'expression de notre
très haute considération.

A handwritten signature in dark ink, appearing to read 'Bauler', with a stylized flourish at the end.

André BAULER
Député

A handwritten signature in dark ink, appearing to read 'Graas', with a sharp, upward-pointing flourish.

Gusty GRAAS
Député



CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Dossier suivi par Christian Alff
Service des séances plénières et
secrétariat général
Tél : 466.966.223
Fax : 466.966.210
e-mail : calff@chd.lu

Monsieur Marc Hansen
Ministre aux Relations avec le Parlement
Luxembourg

Luxembourg, le 30 janvier 2020

Objet : Question parlementaire n° 1789 du 29.01.2020 de Monsieur le Député André Bauler et
de Monsieur le Député Gusty Graas - "Precision Farming"

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous communiquer par la présente la question parlementaire sous objet.

Je vous prie de bien vouloir me faire parvenir la réponse du Gouvernement dans le délai d'un
mois afin que je puisse la faire publier avec la question au compte rendu.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de mes sentiments les plus distingués.

Fernand Etgen
Président de la Chambre des Députés



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Agriculture,
de la Viticulture et du
Développement rural

Dossier suivi par : M. André LOOS
Tél : 247-82530

Réf.: 50/2020

Monsieur Marc HANSEN
Ministre aux Relations avec le
Parlement

Service Central de Législation

LUXEMBOURG

Luxembourg, le 14 janvier 2020

Objet: Question parlementaire n° 1789 des honorables Députés Messieurs André Bauler et
Gusty Graas

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous faire parvenir, en annexe, ma réponse à la question parlementaire citée
sous rubrique.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma considération très distinguée.

Le Ministre de l'Agriculture,
de la Viticulture
et du Développement rural,


Romain SCHNEIDER



Réponse du Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural à la question parlementaire n°1789 des honorables Députés Messieurs André Bauler et Gusty Graas

- Existe-il un point de contact au sein du ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural se consacrant au sujet du "precision farming" qui peut également conseiller les agriculteurs en la matière, notamment en termes de protection des données?
- Monsieur le Ministre peut-il fournir des informations quant à l'utilisation de méthodes du genre "precision farming" au Luxembourg? Combien d'agriculteurs y ont recours à l'heure actuelle?
- Comment sont organisés les exploitations agricoles luxembourgeoises concernant les données collectées? A qui appartiennent les données collectées à partir de drones, machines agricoles ou capteurs sur les champs luxembourgeois?
- Est-ce qu'une plateforme neutre de collecte de données existe au Luxembourg? Dans la negative, Monsieur le Ministre compte-t-il encourager la création d'une telle plateforme dans le but de soutenir les agriculteurs à garder le contrôle de leurs données?
- Est-ce que le sujet de la collecte de données dans le secteur agricole a été abordé lors de formations, séminaires ou campagners de sensibilisation? Dans la negative, Monsieur le Ministre envisage-t-il de thématiser davantage ce sujet sensible?
- Quelles autres mesures sont prévues par le ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural afin pouvoir "veiller à ce que les exploitants gardent la maîtrise de données générées?"

Je suis conscient que les évolutions techniques actuelles s'accompagnent inévitablement, notamment dans les processus automatisés de production industrielle, y compris agricole, d'une mobilisation de données, que ce soient des données à caractère personnel ou non personnel.

La liberté d'établissement et la liberté de prestation de services consacrées par le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne s'appliquent également aux services de traitement des données. En ce qui concerne les données à caractère personnel, le règlement (UE) n°2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données), en abrégé « le RGPD », établit dans tous les Etats membres de l'Union européenne les mêmes principes et règles pour assurer la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel les concernant. Il définit les droits et obligations et responsabilités des

responsables du traitement, de même que les droits des personnes physiques concernées par un traitement donné.

La collecte et le traitement, et, le cas échéant, le transfert de données à caractère personnel par les services du Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural et concernant des exploitants agricoles sont effectués en stricte conformité avec les dispositions du RGPD.

Ainsi, l'ensemble des données collectées par mes services sont à la fois :

- traitées de manière licite, loyale et transparente au regard de la personne concernée
- collectées pour des finalités déterminées, explicites et légitimes, et ne sont pas traitées ultérieurement d'une manière incompatible avec ces finalités
- limitées strictement à ce qui est nécessaire au regard des finalités.

Mes services n'effectuent que des traitements nécessaires à l'exécution des missions d'intérêt public ou relevant de l'exercice de l'autorité publique dont ils sont investis.

Quant aux échanges de données à caractère personnel entre agriculteurs et acteurs privés, ces derniers sont dans la même mesure tenus au respect des dispositions du RGPD. Or il n'appartient pas à mes services d'organiser ces échanges. C'est le responsable du traitement à qui incombe la responsabilité du respect des principes imposés par le RGPD, et qui doit être en mesure de démontrer que celui-ci est respecté.

Quant aux données à caractère non personnel, il convient de citer le règlement (UE) n°2018/1807 du Parlement européen et du Conseil du 14 novembre 2018 établissant un cadre applicable au libre flux des données à caractère non personnel dans l'Union européenne, dont l'objectif consiste, aux termes de son article premier « *à assurer le libre flux de données autres que les données à caractère personnel au sein de l'Union, en établissant des règles concernant les exigences de localisation des données, la disponibilité des données pour les autorités compétentes et le portage des données pour les utilisateurs professionnels* ».

Mes services travaillent actuellement à la mise en place d'une plate-forme unique de données liées aux exploitations agricoles. Cette plate-forme sera gérée par mes services selon les règles du RGPD. Elle devra rassembler, pour chaque exploitant agricole, les données le concernant, collectées et traitées par mes services dans le cadre de l'exécution de leurs missions. La plateforme rassemblera des données tant à caractère personnel (nom, prénom(s), adresse, date de naissance etc.) qu'à caractère non personnel (données du sol, informations relatives aux parcelles exploitées etc). Chaque exploitant aura libre accès à ses données. Ce service lui permettra de disposer électroniquement, à tout moment, de ses données, sans devoir demander leur communication aux services concernés.

S'agissant de l'utilisation de méthodes « precision farming » au Luxembourg :

En ce qui concerne la protection des végétaux, plusieurs systèmes de prévision de maladies des plantes pour différentes cultures (céréales, vignes et arbres fruitiers) sont d'ores et déjà en place, permettant aux agriculteurs, viticulteurs et arboriculteurs de déterminer avec précision le moment optimal d'intervention pour lutter contre les maladies. Dans le cadre du projet de recherche « Digital pilot farms », il est par ailleurs prévu de développer un outil d'aide à la décision permettant aux utilisateurs de choisir précisément le produit phytopharmaceutique le plus approprié pour une combinaison « problème phytosanitaire – conditions météorologiques » donnée.

Il convient également de noter que de plus en plus d'agriculteurs ont recours à des tracteurs équipés d'un système de GPS. A l'aide de cette technologie, le double épandage d'engrais ou de produits phytopharmaceutiques sur un même tronçon de la parcelle peut être évité. La précision des semis se trouve ainsi nettement améliorée et la lutte mécanique performante contre les mauvaises herbes devient plus facile. En viticulture, les nouvelles technologies en matière de « precision farming » ne sont pas encore implantées. En 2020, un seul prestataire débutera avec une offre en matière de traitements phytosanitaires des vignes moyennant des drones. A noter que des aides à l'investissement sont accordées pour l'acquisition de certaines technologies du « precision farming ».
